

Tous et toutes uni-e-s pour contrer les hausses de frais de scolarité!

Attaques du gouvernement : les cégeps ne seront pas épargnés!

CAMILLE TOFFOLI, ÉTUDIANTE EN ARTS ET LETTRES

Après les deux premières séances tenues cet automne, dont la fameuse journée du 6 décembre portant sur la performance et le financement des universités, les Rencontres des partenaires de l'éducation se poursuivront cet hiver avec entre autres, au menu, la journée consacrée à la situation et l'avenir des cégeps. À première vue, les orientations envisagées par le gouvernement pour cette rencontre semblent moins dramatiques, moins déplorables que lors de la rencontre précédente. Pas de hausses de frais considérables à l'horizon pour le niveau collégial qui est déjà soi-disant « presque gratuit », du moins, c'est ce que cherche à nous faire avaler le gouvernement lorsque le mouvement étudiant tente de dénoncer les conditions de vie exécrables d'une grande part de la population étudiante. Pourtant, les enjeux de cette séance dont la date demeure toujours indéterminée sont cruciaux et si nous ne nous unissons pas afin de défendre nos réels intérêts en tant qu'étudiants et étudiantes, il se peut fort bien que les cégeps perdent sous peu leur mission actuelle qui est d'offrir un accès au savoir et à une formation générale et ce, à la plus grande fraction possible de la population.

En effet, selon le mandat confié à Michelle Courchesne, anciennement ministre de l'éducation, lors de la Rencontre économique 2010 qui fut tenue à Lévis en janvier dernier, l'objectif de la rencontre serait de « revoir l'arrimage entre l'enseignement collégial et les besoins du marché du travail. » De beaux termes qui peuvent laisser croire, à première vue, que le gouvernement cherche à améliorer la transmission de connaissances dans ses établissements de niveau collégial. En réalité, la Fédération des cégeps ainsi que différents groupes

syndicaux conviés entendent la rencontre avec une perspective toute autre. Plusieurs communiqués en témoignent : ces différents acteurs espèrent, par l'entremise de cette journée, entamer la création de nouveaux partenariats entre les cégeps et le marché du travail ainsi que trouver différentes façons de valoriser davantage la formation continue. Ces intentions ne font que confirmer un phénomène qui croît déjà depuis les dernières années; l'État perçoit désormais les étudiantes et étudiants du milieu collégial comme des futur-e-s travailleuses et travailleurs, non plus comme des futur-e-s citoyennes et citoyens. Cette démarche, qui se traduisait dans les années 90 par une réduction de la formation générale, se concrétise actuellement, entre autres, par la présence du privé sur nos campus. Car après tout, c'est ce que cela signifie réellement, des « partenariats entre les cégeps et le marché du travail ». Des institutions d'enseignement collégial grassement financées par des entreprises privées qui, en échange, voient des programmes d'études parfaitement ajustés à leurs besoins et exigences en termes de main-d'œuvre (le campus Ubisoft du Cégep de Matane constitue le parfait exemple). La totalité ou quasi-totalité des stages dans les programmes en question (ce type de pratique s'applique généralement au secteur technique) est attribuée au sein de la compagnie partenaire et une part plus que considérable des finissants et finissantes y héritent d'un emploi. Lorsqu'on analyse ce type de situation, il est à se demander pourquoi ces entreprises en quête de main-d'œuvre ne mettent pas elles-mêmes sur pied leurs formations. Évidemment, lorsque celles-ci se retrouvent devant la possibilité de bénéficier, dans leurs démarches, d'un financement public ainsi que des précieuses ressources pédagogiques que représentent les cégeps, elles n'hésitent pas un instant et perçoivent les dons faits aux institutions collégiales comme des investissements bien plus que comme des dépenses.

Nous nous retrouvons ainsi devant un choix de société. Souhaitons-nous que notre système d'éducation se résume en une série de programmes d'étude dont la nature fluctue au rythme des exigences du marché ? Désirons-nous réellement voir notre population s'appauvrir intellectuellement, trop absorbée par la performance sans cesse exigée dans notre système économique actuel et incapable de demeurer critique face aux problématiques sociales? Quiconque est doté-e d'une minimale vision de pérennité se doit de reconnaître l'importance d'une population instruite, pas seulement d'une main-d'œuvre qualifiée. Car le succès de plusieurs secteurs de l'économie sont éphémères, ne durant parfois que quelques décennies. Par contre, une société éduquée en est une qui a la capacité de demeurer conséquente dans ses choix collectifs, d'assurer le bon fonctionnement d'une économie durable et de faire face aux multiples problèmes sociaux.

En résumé, si nous n'agissons pas, si nous ne dénonçons pas les intentions des différents acteurs présents lors de la prochaine Rencontre des partenaires en éducation, nous risquons de nous retrouver avec un système d'éducation qui prend en charge les formations que devraient offrir elles-mêmes à leurs employé-e-s les entreprises, avec un État qui finance indirectement les compagnies privées encore plus généreusement qu'il ne le fait déjà. Les enjeux de cette journée - dont la date devrait être dévoilée sous peu - peuvent paraître moins concrets, voire moins importants que ceux de la rencontre du 6 décembre. Mais ce qui s'y trouvera mis en jeu, c'est encore une fois un acquis social gagné il y a cinquante ans et qui s'avère aujourd'hui menacé : les cégeps comme institutions offrant un accès universel à un savoir libre dans un établissement public.

Rencontre des partenaires en éducation: tout le monde dehors!

PAUL-ÉMILE AUGER, ÉTUDIANT EN SCIENCE POLITIQUE

(Suite à la page 5)

Le 6 décembre dernier se tenait à Québec la Rencontre des partenaires en éducation. Plus de 60 000 étudiants et étudiantes étaient en grève pour la journée. Dans les rues de Québec, c'était plus de 4 000 étudiants et étudiantes qui répondaient à l'appel de l'ASSÉ, malgré la tempête et la fin de session. La légitimation de la hausse des frais de scolarité passait par un petit rituel d'une journée. Une poignée de personnes rassemblées, partageant en général le même discours creux. L'ASSÉ n'était pas parmi elles. De cet événement, nous retiendrons la forte mobilisation du mouvement étudiant en une période difficile, mais également la sortie fracassante des « partenaires » étudiants et syndicaux de l'éducation lors de la rencontre. Alors que le gouvernement nous impose la décision de hausser les frais de scolarité, il rencontre une résistance féroce.

Une drôle de priorité

En l'absence de Jean Charest, parti à Cancun vaquer à d'autres occupations, c'est à madame Line Beauchamp - à l'éducation - et à monsieur Raymond Bachand - aux finances - qu'est revenu le loisir de diriger le sommet. Dès le départ, il semble que plusieurs acteurs et actrices s'en allaient à reculons à cette rencontre. En effet, l'ordre du jour, communiqué par le ministère de l'Éducation, supposait déjà la hausse comme inéluctable et envisageait d'emblée une plus grande philanthropie des riches et des entreprises, exemptes d'impôt. Quant au document d'accompagnement, il fut distribué à peine quelques jours auparavant.

Autour de la table se retrouvaient en égaux des groupes comme l'Institut économique de Montréal ou le Conseil du patronat du Québec et la Fédération des Travailleurs et Travailleuses du Québec (FTQ) ou la Conférence des Recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) pour parler d'éducation. Les fédérations étudiantes (FECQ / FEUQ) ainsi que la Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ), suivies de l'ensemble des syndicats sortirent au beau milieu de la rencontre pour contester le parti pris de la rencontre et l'absence de débat lors des discussions. Les groupes ont expliqué leur sortie par l'emprise du gouvernement et des autres partenaires qui empêchaient de traiter du problème du financement autrement que dans une perspective de hausse. Les discussions ne pouvaient en rien modifier le biais de la rencontre pour la hausse des frais



Le 6 décembre 2010, plus de 3 000 étudiants et étudiantes prenaient part à la manifestation de l'ASSÉ visant à dénoncer la tenue de la Rencontre des partenaires en éducation portant sur « l'avenir des Universités et leur contribution au développement du Québec ».

Table des matières

Attaques du gouvernement : les cégeps ne seront pas épargnés	p. 1
Rencontre des partenaires en éducation : tout le monde dehors!	p. 1
Éditorial : la rupture	p. 2
CRÉPUQ: au royaume des aveugles, les borgnes sont rois	p. 3
Impôt post-universitaire, remboursement proportionnel au revenu et autres... Le même combat pour une éducation marchande	p. 4
La dérive militariste du Canada sous les Conservateurs : 2006-2011	p. 4
Entre l'école et l'usine: vous n'êtes que des numéros...	p. 5
Afghanistan: pourquoi la guerre?	p. 6
Des militaires sur nos campus: non merci!	p. 6
Occuper l'Afghanistan pour le bien des Afghanes?	p. 7
L'ASSÉ : 10 ans de syndicalisme et de combat	p. 8

ÉDITORIAL

La rupture

GABRIEL NADÉAU-DUBOIS, POUR LE CONSEIL EXÉCUTIF DE L'ASSÉ

Le 6 décembre dernier, près de 5 000 étudiants et étudiantes prenaient la rue à l'occasion de la Rencontre des partenaires en éducation qui portait sur le financement et la performance des universités québécoises. Plusieurs centaines d'entre eux et elles se sont même frayé-e-s un chemin jusqu'aux portes de la rencontre, afin de faire entendre leur colère au gouvernement libéral et à ses partenaires du patronat et des directions universitaires. Une mobilisation étonnante, tant par son ampleur que sa combativité : il s'agissait probablement de la plus grande mobilisation étudiante depuis la bataille avortée de 2007 contre la dernière hausse des frais de scolarité. Ce jour-là, près de 60 000 étudiants et étudiantes étaient en grève. Pour l'ASSÉ, ce n'est toutefois que le début.

Pendant qu'une bonne partie du mouvement étudiant et syndical croyait encore naïvement à la bonne foi du gouvernement Charest et participait à la rencontre, l'ASSÉ, malgré son invitation, boycottait l'événement. Le seul moyen d'être véritablement entendu-e-s ce jour-là était la rue, et nous l'avions compris depuis longtemps : des milliers de personnes répondirent à son appel et descendirent dans les rues de la capitale nationale pour dénoncer l'intention du gouvernement Charest d'augmenter de nouveau les frais de scolarité. Pendant ce temps, les leaders syndicaux et les représentants et représentantes des autres organisations étudiantes se rendaient finalement à l'évidence : il ne sert absolument à rien de poursuivre le dialogue avec ce gouvernement qui, de toute façon, ne veut rien entendre. Une décision historique de la part de ces organisations, qui met en lumière à quel point l'événement était biaisé. L'ASSÉ, finalement, aura eu raison de le boycotter dès le départ.

Les événements du 6 décembre dernier ne nous laissent qu'une seule certitude : entre le gouvernement Charest et les étudiants et étudiantes du Québec, la rupture est totale. Après des années de martèlement idéologique, le dernier clou semble sur le point de s'enfoncer dans le cercueil de l'université québécoise : le gouvernement libéral fonce droit vers une augmentation vertigineuse des frais de scolarité. De l'écoute, le gouvernement libéral de Jean Charest en a, mais toujours pour les mêmes bouches : celles des riches directions universitaires, celles des entreprises privées, celles des néolibéraux de tout acabit. Le choix entre augmentation des frais de scolarité et accessibilité à l'éducation, est, au fond, un choix entre les intérêts de cette

élite ou ceux du peuple québécois : depuis longtemps, dans chaque camp, le choix est fait. Voilà, fondamentalement, où se situe la rupture entre ce gouvernement et les étudiants

« Les événements du 6 décembre dernier ne nous laissent qu'une seule certitude : entre le gouvernement Charest et les étudiants et étudiantes du Québec, la rupture est totale. »

et les étudiantes du Québec. Et aucune poignée de main, ni aucun exercice de consultation ne saurait combler ce gouffre colossal : qu'on le veuille ou

non, l'heure est à l'affrontement.

Cet affrontement, de toute façon, au Québec comme ailleurs dans le monde, dure depuis longtemps déjà. Hausses de frais de scolarité, baisses d'impôts pour les plus riches et les grandes entreprises, coupures massives dans les programmes sociaux, corruption et copinage : les élites politiques et économiques du Québec marchent depuis longtemps main dans la main. Et ce sont toujours les mêmes poches qui se vident, toujours les mêmes qui se remplissent.

Cet affrontement, nous ne l'avons pas commencé. Nous ne l'avons pas commencé, mais nous le subissons depuis trop longtemps. Dans un tel affrontement, la neutralité est impossible. L'ASSÉ a choisi son camp : celui de la résistance. Collectivement et individuellement, rapidement et avec détermination, nous devons nous positionner : pour ou contre l'augmentation des frais de scolarité ? Choisir la résistance n'est certainement pas le choix le plus facile : il n'existe aucune garantie de victoire. La seule garantie que nous avons, c'est que si nous ne luttons pas, nous sommes assuré-e-s de perdre.

Félicitations à l'AEAUM ainsi qu'à l'AFÉA-UQAM pour leur affiliation à l'ASSÉ!

Face aux attaques véhiculées par le budget Bachand, la nécessité de s'organiser sur des bases syndicales durables et de s'unir devient de plus en plus pressants. Deux associations étudiantes ont récemment voté en assemblée générale de se joindre à l'ASSÉ, jumelant ainsi leur voix et leurs forces à un mouvement prenant peu à peu la place qui lui revient.

Le 20 octobre dernier, 82,5% des membres présents et présentes à l'assemblée générale de l'AEAUM (Association étudiante en anthropologie de l'Université de l'Université de Montréal) se sont positionné-e-s en faveur de l'affiliation à l'ASSÉ.

À l'instar de l'AEAUM, l'AFÉA (Association facultaire des étudiants en art), a voté le 22 novembre dernier son affiliation à l'ASSÉ avec 55,8% des voix pour, 36,5% contre et 7,8% d'abstentions. Il s'agit cette fois de 4 200 étudiants et étudiantes qui s'engagent dans la lutte aux côtés de l'ASSÉ.

Lors du dernier congrès de l'ASSÉ le 4 décembre dernier, 4 590 nouveaux membres faisaient désormais partie prenante de la lutte pour le droit à l'éducation.

Bienvenue aux nouveaux et nouvelles membres!



L'Ultimatum est produit par le comité journal de l'ASSÉ et ses collaborateurs et collaboratrices.

Rédaction : Paul-Émile Auger, Marianne Breton-Fontaine, David Clément, Alex Desrochers, Jean-François Filiatrault, Richard Huot, Mathilde Létourneau, Gabriel Nadeau-Dubois, Martin Robert, Julien Royal, Valérie Soly, Camille Toffoli, Alex Vidal.

Révision : Ariane Aubin-Cloutier, François Bélanger, Alex Desrochers, Gabrielle Desrosiers, Thomas Lafontaine, Nadia Lafrenière, Mathilde Létourneau, Gabriel Nadeau-Dubois, Martin Robert, Julien Royal, Jean-Michel Thériault, Alex Vidal.

Graphisme/mise en page : Alexandre Antaki/Ariane Aubin-Cloutier
Photos : Paul-Émile Auger

Caricatures : Valérie Gadbois
Tirage : 12 000 exemplaires

Vous souhaitez contribuer aux parutions du journal Ultimatum? Joignez-vous à l'équipe :

journalultimatum@gmail.com

Dépôt légal à la Bibliothèque Nationale du Québec : ISSN : 61999, No. 619994.

Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec : Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois

MARTIN ROBERT, ÉTUDIANT EN HISTOIRE, CULTURE ET SOCIÉTÉ

Lors de la Rencontre des partenaires sur l'avenir des universités tenue le 6 décembre dernier à Québec, la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CRÉPUQ) a proposé d'augmenter les droits de scolarité de 500\$ par année sur trois ans dès 2012. Ses propositions incluaient également une hausse différenciée (c'est-à-dire encore plus élevée) pour certains programmes comme la médecine ou le génie, ainsi que l'instauration d'un remboursement proportionnel au revenu (RPR) et d'incitatifs fiscaux pour les « philanthropes » du secteur privé. Autant dire que nos recteurs et rectrices sont tourné-e-s vers la concurrence internationale et ont les étudiants et étudiantes du Québec dans le... dos!

Des œillères économicistes

La CRÉPUQ ne craint pas de mobiliser l'accessibilité et la qualité de notre système d'éducation issu de cette Révolution Tranquille pour étayer son argumentaire. Seulement, quand vient le temps d'évaluer l'éducation d'aujourd'hui, elle semble fin prête à liquider notre passé social. Nos recteurs et rectrices parlent recherche et retombées économiques dans un contexte d'économie du savoir. L'accessibilité vient après.

Ainsi affirme-t-elle que « si les droits de scolarité avaient simplement été indexés selon l'indice des prix à la consommation (IPC) depuis 1968, ils atteindraient 3 500 \$ en 2011-12 au lieu des 2 168 \$ qu'ils représenteront cette année-là », suggérant aussitôt de rattraper ce gaspillage. Autrement dit, la justice sociale est un luxe que l'on devrait rembourser rétroactivement.

Le salut économique résiderait désormais dans l'innovation et la recherche scientifique rentable. Il faudrait donc laisser l'enseignement, devenu un boulet pour les universités, au portefeuille étudiant. L'argent que l'on réclame pour les universités devrait plutôt servir à augmenter le pourcentage de publications scientifiques du Québec et leur taux de citation. D'ailleurs, saviez-vous que les publications québécoises reçoivent « 19 % plus de citations que la moyenne des articles mondiaux »? Youppi. Devons-nous pour autant sacrifier l'accessibilité aux études pour augmenter ce pourcentage, comme nous y enjoint la CRÉPUQ?

Mentionnons tout de même que le financement de la recherche universitaire jouit annuellement de 1,5 milliards \$, assez pour instaurer la gratuité scolaire à tous les niveaux et régler le sous-financement universitaire. Mais c'est insuffisant, selon la CRÉPUQ. L'on devrait y consacrer encore plus de fonds publics pour alimenter directement les intérêts privés des entreprises, sous prétexte de rattraper la moyenne canadienne. Comme au Moyen-Âge, notre clocher doit dépasser celui du village voisin, quitte à sacrifier quelques ouvriers pour le construire. À la différence que l'on cherche désormais à attirer les faveurs des investisseurs, plutôt que celles de Dieu.

Les fausses solutions

Mais elle s'inquiète, cette CRÉPUQ. De l'accessibilité, de l'endettement. Pour la première, elle propose de réinvestir 25% des hausses dans l'Aide financière aux études (AFÉ). Pour le second, elle propose le « remboursement proportionnel au revenu » (RPR).

Force est de constater que ces mesures servent avant tout à légitimer une hausse des frais de scolarité socialement inacceptable.

D'abord, 60% de la population étudiante ne fait pas appel ou n'est pas admissible à l'aide financière, en raison notamment de critères d'admissibilité archaïques¹. En outre, ce programme donne avant tout des prêts, ce qui pousse nécessairement à s'endetter lorsqu'on y fait appel. Enfin, le programme d'AFÉ est radicalement inadapté à la condition étudiante : il calcule 7\$ par jour pour se nourrir ! La CRÉPUQ propose donc davantage de précarité et d'endettement aux personnes des classes moyenne et pauvre pour leur droit d'être éduquées.

Pour ce qui est du RPR, il s'agit pour les diplômé-e-s de payer un pourcentage de leur revenu jusqu'au remboursement complet de leur dette d'études, plus intérêts. En fait, le RPR est une idée de Milton Friedman, père du néolibéralisme. Il s'agit pour lui de garantir aux prêteurs privés, comme les banques, le remboursement des prêts consentis aux étudiants et étudiantes.

Ce système peut sembler équitable de prime abord, puisqu'il s'ajuste au salaire réel. Ne nous y trompons pas. Comme l'étalement du paiement et l'accumulation des intérêts sont illimités, les diplômé-e-s paient finalement plus et plus longtemps. Ce procédé a servi à justifier des hausses massives de frais de scolarité partout où il a été mis en place. En Australie (pays que la CRÉPUQ prend comme modèle à suivre), la dette étudiante totale a atteint 13 milliards de dollars australiens en 2005 (près de 11 000 \$ canadien par diplômé-e). Ne pouvant saisir la personne en cas de défaut de paiement, ce qui serait de l'esclavage, les prêteurs « achètent » donc une part de son salaire futur. Ainsi, Friedman décrivait-il le RPR comme une forme d'esclavage partiel²!

Ce n'est pas tout. La CRÉPUQ propose carrément de créer un abri fiscal pour les riches philanthropes qui donnent aux fondations universitaires : « la CRÉPUQ est d'avis que le gouvernement devrait envisager la création d'une enveloppe incitative importante servant à financer un programme d'appariement des dons faits aux universités. » Après les milliards de fonds publics investis dans des contrats de recherche qui profitent au privé, il faudrait maintenant permettre aux riches de sauver de l'impôt ?

Le faux dilemme

À en croire la CRÉPUQ, le Québec et ses universités

seraient au pied du mur économiquement. D'où la hausse des frais. D'où la demande pour davantage de philanthropie privée, subventionnée par l'État. Mais qu'en est-il?

L'Institut de recherche et d'informations socio-économique (IRIS) évaluait à 1,22 milliard la gratuité scolaire à tous les niveaux et le règlement du sous-financement universitaire en 2007³. Collectivement, nous en avons les moyens. Les 1,5 milliards investis annuellement en recherche en attestent. Tout comme les profits records qu'enregistrent actuellement les banques canadiennes qui paient moins d'impôts que tout autre type d'entreprise. Et c'est sans parler de l'évasion fiscale et des baisses d'impôts des dix dernières années qui ont d'abord profité aux riches et aux entreprises.

Assurément, le choix de tout sacrifier à la recherche au profit des élites économiques relève d'un choix politique. Et ce sont les étudiants et étudiantes qui écopent. Ce sont eux et elles qui devront travailler l'équivalent de 156 heures au salaire minimum de plus chaque année si la hausse proposée par la CRÉPUQ est appliquée. Ou simplement abandonner les études universitaires. S'il s'agit du genre de « universités concurrentielles » et de « rayonnement international » que les recteurs et rectrices désirent atteindre, il y a lieu de les questionner sérieusement avant de s'y jeter tête baissée.

Pourtant, la CRÉPUQ affirme que « le financement des universités est clairement un enjeu collectif qui doit faire l'objet d'un débat de société. » Là-dessus, on est d'accord! Mais où est le débat ? Présenter la hausse des frais comme inévitable nous place devant un faux dilemme. Ne soyons pas des aveugles manipulé-e-s par des rois borgnes. L'éducation ne peut être achetée ni vendue tant que nous la défendons comme un droit et un bien collectif!

1- Comité Consultatif sur l'Accessibilité Financière aux Études (CCAFÉ), « Hausses des droits de scolarité des résidents du Québec, des étudiants canadiens et des étudiants étrangers: modifications au Règlement sur l'Aide financière aux études », Août 2007, p. 50.

2- FRIEDMAN, Milton. Capitalism and Freedom, Chicago, The University of Chicago Press, 2002, p. 103.

3- Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS), « Gratuité scolaire : trois scénarios d'application », 2007, p. 3.

4- Actuellement établi à 9,60\$.



HORAIRE

Samedi

Histoire de l'ASSÉ

Atelier féministe sur la non-violence radicale
ABC d'une grève

Alternatives fiscales: comment répondre
aux arguments de la droite
Aux racines du problème: L'économie du savoir
No one is illegal

Dimanche

Le syndicalisme de combat
La gratuité scolaire aujourd'hui

Ouvert à tous et toutes ! Soyez-y en grand nombre !

Confirmez votre présence en appelant au 514-390-0110. Service de garderie disponible sur demande.



Impôt post-universitaire, remboursement proportionnel au revenu et autres... Le même combat pour une éducation marchande!

DAVID CLÉMENT

En réponse à l'augmentation massive des frais de scolarité annoncée en mars 2010, plusieurs organisations « pragmatiques » ont tenté et tentent toujours de trouver LA proposition qui leur permettrait d'obtenir un « gain » dans ce dossier. Ce travail dont les tenants et tenantes s'appuient principalement sur des intérêts corporatistes s'effectue en détournant le débat essentiel concernant le respect du droit à l'éducation sur un tout autre débat, qui concerne plutôt les mesures d'atténuation des conséquences économiques liées à l'augmentation prévue. À vrai dire, le 6 décembre dernier, c'est la presque totalité des organisations, à l'exception de l'ASSÉ, qui ont décidé de défendre cette notion de gain corporatiste au détriment d'un droit humain fondamental, soit le droit à l'éducation de la maternelle à l'université.

En premier lieu, il importe de rappeler que la gratuité scolaire n'est pas une revendication révolutionnaire, radicale ou « extrémiste » : c'est une revendication de base pour toute société désireuse un jour atteindre des conditions de vie acceptables ainsi qu'un certain niveau démocratique. D'ailleurs, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), qui a été ratifié par plusieurs États, dont le Canada et le Québec, édicte la nécessité d'atteindre la gratuité scolaire à l'université pour assurer une réelle accessibilité à celle-ci. Pourtant, comme nous le voyons actuellement, telle n'est pas la voie que tentent de suivre les forces politiques et économiques dominantes du Québec et d'ailleurs dans le monde. Celles-ci privilégient plutôt une attaque en règle contre les systèmes d'éducation publics et leurs principes fondateurs. Dans un cas pareil, on aurait pu naïvement croire que la totalité des organisations étudiantes et syndicales s'opposerait radicalement à cette marchandisation du système d'éducation au Québec... Les derniers mois nous ont démontré tout le contraire et il importe d'en comprendre les raisons.

Les propositions « pragmatiques »

Depuis quelques mois, plusieurs organisations y ont donc été d'une imagination créative impressionnante – bien que totalement impertinente – afin de trouver des mesures « compensatoires » qui viendraient atténuer les effets économiques de la hausse sur les étudiantes et les étudiants. Bien que ceci soit un argument louable devant

la classe dirigeante qui applaudit ce genre d'exercice de la part des organisations étudiantes, ces propositions représentent surtout une vision diamétralement opposée à celle du droit à l'éducation, s'appuyant plutôt sur une marchandisation grandissante de l'éducation. Afin de mieux comprendre ces propositions « pragmatiques », en voici une brève présentation critique.

Impôt post-universitaire (IPU) :

Bien qu'il existe plusieurs modèles d'IPU, passant d'un simple point d'impôt supplémentaire pour les diplômé-e-s à une imposition spéciale pour rembourser les dettes accumulées via les programmes d'aide financière, la proposition la plus répandue au Québec et ailleurs dans le monde est celle de la « fausse gratuité » qui consiste en un report du paiement des frais de scolarité suite à l'obtention d'un diplôme. Effectivement, selon ce système, il n'y aurait pas de frais de scolarité exigés aux étudiantes et aux étudiants directement : ces frais s'accumuleraient virtuellement dans le « compte » de ces dernières ou ces derniers. C'est après la fin des études que le remboursement débiterait via une imposition spéciale qui s'établirait en fonction du revenu et qui s'appliquerait jusqu'à la fin du paiement complet de la dette d'étude. Bien sûr, les banques et les caisses seraient très possiblement les fiduciaires de ces « prêts » à long terme. Finalement, l'IPU ne tente pas de contrer une hausse des frais, elle ne fait que reporter dans le temps le paiement desdits frais.

Remboursement proportionnel au revenu (RPR) :

Le RPR s'appliquerait aux prêts cumulés par les étudiantes et les étudiants via l'AFE et aurait pour seul effet que cette dette soit remboursée proportionnellement au revenu, et ce pour une période illimitée. Contrairement à l'IPU, le RPR s'applique aux dettes envers l'AFE et ne change en rien le fait que les frais de scolarité seraient exigés à chaque session et que l'AFE serait toujours aussi inadéquate. Enfin, la revendication du RPR n'est même pas une arme économique contre une hausse des frais, elle est strictement une très faible mesure de « d'atténuation » à une éventuelle hausse de l'endettement étudiant.

Taxe « éducation » pour les entreprises :

L'idée réside dans une taxe spéciale qui serait appliquée

aux entreprises et qui viendrait prélever des montants dédiés spécifiquement au système d'éducation. Un peu comme la nouvelle taxe santé, mais qui s'appliquerait strictement aux entreprises. Cette revendication en est une qui s'inspire de l'économie du savoir et de l'apport marchand pour les entreprises d'avoir des diplômé-e-s à leur service. Cette mesure est considérée comme étant une réponse économique à la question biaisée *Comment finance-t-on les manques à gagner en éducation ?* Pourtant, la réponse à cette question peut être très simple... C'est à l'État de payer, en allant chercher l'argent là où il est, mais via des mécanismes qui n'attachent pas le privé au système d'éducation.

Ces trois propositions ne remettent aucunement l'existence des frais de scolarité en question, allant même jusqu'à les légitimer. De plus, elles n'ont qu'une minime incidence positive, sinon aucune, sur la « condition étudiante ». Globalement, elles nuisent à la lutte pour l'instauration de la gratuité scolaire et de services publics réellement accessibles à tous et à toutes. Finalement, pour bien cerner l'enjeu, il faut comprendre que la décision d'augmenter massivement les frais de scolarité n'est pas une décision principalement budgétaire, mais bien une décision d'ordre idéologique. Elle est une partie du plan gouvernemental « d'assainissement des finances publiques » et nécessite donc une réponse tout autant idéologique de la part du mouvement étudiant. D'ailleurs, le contexte de transformation politique et social qui est actuellement dirigé par la droite exige de détruire les arguments de celle-ci à la source et non pas d'entamer des guerres de chiffres, tel que le font les propositions de loi cadre, de taxation spéciale pour les entreprises, de RPR, d'IPU et autres. De plus, les exemples en provenance de l'international démontrent bien la capacité des gouvernements, dans un contexte de crise financière mondiale, à se soustraire des « jeux politiques » habituels en s'appuyant sur « l'urgence d'agir ». Ce contexte international démontre aussi que la mobilisation populaire radicale est l'une des seules armes étant en mesure de créer un réel rapport de force face aux gouvernements et aux forces économiques actuelles.

En bref, la gratuité scolaire est un droit que l'on doit faire appliquer, non un privilège à négocier à la baisse!

La dérive militariste du Canada sous les conservateurs: 2006-2011

RICHARD HUOT, ÉTUDIANT À LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

(Suite à la page 6)

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement Harper affirme que l'État canadien manque d'argent. Avec l'arrivée au pouvoir du Parti conservateur canadien (PCC), en janvier 2006, cette tendance s'est encore accrue. Le Canada a ainsi connu, sous leur gouverne, un retour au déficit budgétaire. Le tout, suite à la crise financière de 2008 et la dernière récession qui a suivi, soit à partir de l'année 2009-2010¹. Pourtant, au même moment, on peut constater un engagement persistant et un « enlèvement » dans un conflit international, celui en Afghanistan.

Nous allons, dans le cadre de cet article, analyser la justesse de cette affirmation, soit le manque de ressources allouées au niveau de l'État canadien. De plus, nous allons mettre en perspective ces manques supposés avec les annonces récentes de dépenses militaires accrues. Des choix budgétaires doublés d'une redéfinition de la politique étrangère canadienne impriment une direction économique et politique de droite militariste. Ces choix

vont conditionner la position du Canada dans le monde pour le futur, en plus de limiter la possibilité du Canada et sa capacité à investir dans les programmes sociaux.

Au niveau de la mission canadienne en Afghanistan, elle a commencé en 2001 et devait finalement se terminer en juillet 2011, comme pour les autres « forces alliées »². À l'époque, la décision d'engager le Canada dans une mission guerrière avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) avait fait scandale. Il s'agissait là d'une rupture avec la tradition de participation canadienne à des missions de maintien de la paix, dans le cadre des mandats de l'Organisation des Nations Unies (ONU). La mission a pourtant été prolongée, officiellement jusqu'en 2014³. Le gouvernement conservateur n'a pourtant pas cru bon de consulter la Chambre des communes à ce sujet. Il a plutôt jugé qu'il s'agissait d'une simple modification technique de la mission originale, ce qui ne requerrait pas, à son avis, de consulter la Chambre. Il en a également

profité pour abolir le Comité spécial sur l'Afghanistan, qui alimentait la controverse, dans la perspective étriquée des Conservateurs⁴.

Notons que cette ultime « transformation » de la mission de combat en une mission d'entraînement et de formation de l'armée et de la police afghane coûtera, au total, 700 millions de dollars par année. Pour sa part, la mission en Afghanistan aurait coûté entre 2001 et 2011 18,14 milliards de dollars, selon une estimation institutionnelle officielle⁵. Il s'agit là d'une estimation basée sur un scénario maximal de maintien des forces déployées à 2 500 soldats⁶. Le coût de la mission aura donc franchi, admettons qu'elle ne se poursuive pas passé 2014, le cap des 20 milliards de dollars.

À cette évaluation, il faut ajouter l'augmentation récurrente des budgets militaires prévue à partir de 2008-2009. En augmentant de 2% les budgets à chaque année, en vertu de la stratégie de défense « Le Canada d'abord »,

Entre l'école et l'usine: vous n'êtes que des numéros...

MATHILDE LÉTOURNEAU, MATRICULE 0765538

Économie du savoir, hausse des frais de scolarité, sous-financement de l'enseignement, priorisation de certains programmes jugés plus rentables, bâtiments champignons, mise en compétition des institutions, dilapidation des fonds publics dans la recherche appliquée profitant au développement du secteur privé... L'esprit critique et l'indépendance intellectuelle en éducation disparaissent progressivement au profit de la société spectaculaire marchande. Le simulacre d'éducation qui prend ainsi place assure la distribution des rôles et le maintien du système. Prenez un numéro, faites la file. Apprenez bien votre texte, car vous le répérez toute votre vie. Le système enseigne le système. Critique d'une éducation schizophrène.

L'extrême conservatisme des années qui ont suivi la crise économique de 1929 a encrassé la société québécoise dans ce que les historiens et historiennes appellent maintenant la Grande noirceur. Pendant des années, l'État et l'Église ont assuré un contrôle strict du Québec, de son éducation, de ses mœurs, handicapant la société d'un passéisme rétrograde. À la mort de Maurice Duplessis, la province se relève péniblement et la Révolution tranquille se met en branle. Si les vastes mouvements sociaux et les grèves générales ont su arracher quelques droits à la classe dirigeante, il ne faut pas oublier qu'il en allait de la volonté du Parti libéral de faire du peuple québécois les « Maîtres chez nous » en plongeant dans l'ère du capitalisme keynésien, qui ne fait au fond que donner un visage humain à un système violent. Ainsi, le désir d'arrimer toutes les sphères de la vie à l'économie de marché passait à l'époque par l'établissement d'entreprises publiques (Hydro-Québec, la SAQ, Loto-Québec) visant à renflouer les coffres de l'État. Les services à la population se voient nationalisés, pour le bien commun, mais la logique capitaliste n'en est pas moins absente. Une hiérarchie bureaucratique est instaurée à l'intérieur des services publics. Les tarifs, bien que réduits, sont maintenus. L'éducation n'est pas en reste, avec la fondation des réseaux de l'Université du Québec et des cégeps. En pleine guerre froide, si le transfert de pouvoir de l'éducation des mains de l'Église aux mains de l'État a su moderniser l'approche et favoriser l'accessibilité, il va sans dire que c'était à l'époque une façon d'approfondir l'influence du capitalisme au sein de la société et de rivaliser avec le socialisme. « [...] Le capitalisme se rend en effet compte qu'il ne peut se maintenir comme exploitation du travail humain s'il ne colonise pas aussi tout ce qui se trouve au-delà de la sphère stricte de la production. Face au défi socialiste, il lui faut lui aussi se socialiser. Il devra donc créer sa culture, ses loisirs, sa médecine, son urbanisme, son éducation sentimentale et ses mœurs propres, ainsi que la disposition à leur renouvellement perpétuel. Ce

sera le compromis fordiste, l'État-providence, le planning familial : le capitalisme social-démocrate. »¹

En 1964, le rapport Parent établit les bases qualitatives d'un système d'éducation public. Il définit l'accessibilité économique, géographique, sociale, physique et psychologique, et émet des recommandations afin de la garantir. Ainsi, il propulse le Québec dans la modernité capitaliste, s'imposant en tant que société dominante. Collectivement, on tricote une classe dirigeante pure laine, au son de la nation-building.

Avec les années, le Québec, comme les autres sociétés occidentales, se transforme. On assiste à l'émergence du néolibéralisme, la nouvelle ère mondiale menée par Reagan, Thatcher et leurs ami-e-s de la finance. L'économie se libéralise, et de nouvelles exigences viennent modifier l'éducation. La réforme Robillard, en 1993, met le premier clou dans le cercueil de la naïveté réformiste en refusant à l'éducation la définition de « transfert de connaissances ». Qu'en est-il? Un espace marchand où la jeunesse cliente pourra acquérir, selon les moyens dont elle dispose, le diplôme qui bonifiera son propre prix de vente en tant que capital humain sur le marché du travail.

Les réformes néolibérales se succédant - bien moins illusoire que celles de la social-démocratie capitaliste - on peut mieux constater que l'Éducation, comme le reste, répond à des impératifs économiques qui nous dépassent. Ainsi, la routine effrenée nous prend dans l'engrenage, génération après génération, pour nous porter à l'étage de l'école-usine qui nous revient. DEP, AEC, DEC-BAC, toutes les passerelles sont créées pour permettre aux grands enfants d'accéder au marché du travail.

Mais « plus sérieux, et donc plus dangereux, sont [ceux et celles] qui revendiquent une « réforme de structure de



l'Université », une « réinsertion de l'Université dans la vie sociale et économique », c'est-à-dire son adaptation aux besoins du capitalisme moderne. De dispensatrices de la « culture générale » à l'usage des classes dirigeantes, les diverses facultés et écoles, encore parées de prestiges anachroniques, sont transformées en usines d'élevage hâtif de petits cadres et de cadres moyens. Loin de contester ce processus historique qui subordonne directement un des derniers secteurs relativement autonomes de la vie sociale aux exigences du système marchand, nos progressistes protestent contre les retards et défaillances que subit sa réalisation. Ils sont les tenants de la future Université cybernétisée qui s'annonce déjà çà et là. Le système marchand et ses serviteurs modernes, voilà l'ennemi. »²

Ainsi, nous devons mener plus loin la critique afin de reprendre le contrôle de nos vies. Ainsi, l'économie financiarisée, qui ne vise que la maximisation des profits, de façon complètement détachée même de la production réelle des entreprises dont elle détient les actions, de façon complètement antagoniste aux besoins humains, faisant de plus en plus de dégâts et grugeant de plus en plus nos espaces de liberté en nous cahotant de bulles imaginaires en crises réelles. Économie du savoir, savoir de l'économie: le marché fait ce qu'il veut de l'humanité, jusqu'à nous voler notre liberté intellectuelle. Nous devons faire en sorte qu'elle laisse la place à un système au service de l'humanité, par la démocratisation de l'enseignement et de ses institutions, par la multiplication des espaces de débat et de démocratie directe, pour tendre de plus en plus vers l'autogestion.

1- TIQQUN. *Premiers matériaux pour une théorie de la jeune fille*, 2001, p. 11.

2- AFGES, Université de Strasbourg. *De la misère en milieu étudiant : considérée sous ses aspects économique, politique, psychologique, sexuel et notamment intellectuel et de quelques moyens pour y remédier*, 1966, p. 7.

(SUITE) Rencontre des partenaires en éducation: tout le monde dehors!

de scolarité. De fait, au point de presse de la rencontre, le ministre Bachand a réitéré que la hausse des frais est déjà décidée, alors que la ministre Beauchamp déplorait les « positions campées » de ses opposants et opposantes.

Dans les rues

Alors qu'à l'intérieur des représentants et représentantes ont été confronté-e-s au plan gouvernemental, le véritable événement se déroulait avec les manifestations étudiantes à l'extérieur. De loin la plus importante, la manifestation de l'ASSÉ s'était donnée pour objectif de contester la rencontre, et même de la perturber, ce qui fut fait. Des militants et militantes, présents et présentes sur le boulevard René-Lévesque le matin même, ont été attaqué-e-s par la police et dispersé-e-s dans les environs de l'hôtel Hilton. Ils et elles ont toutefois forcé le périmètre, forçant une réaction vive des forces de répression. Plus de 4 000 personnes étaient à la manifestation de l'ASSÉ, dont le point de départ était l'Assemblée Nationale. Alors que les fédérations faisaient le piquet devant l'hôtel avec quelques centaines de participants et participantes, le cortège principal de l'ASSÉ a parcouru les avenues enneigées de la ville de Québec. Passant par la rue Saint-Jean après avoir fait le tour du parlement, l'intensité était à son comble dans les rangs étudiants, marchant d'un pas alerte au rythme de slogans et de discours et ce, malgré le froid ambiant. Cela faisait très longtemps qu'un tel événement avait été vu dans la capitale, le

dernier étant la marche de l'ASSÉ au printemps 2007. Dans l'effervescence de la manifestation, une centaine de manifestants et manifestantes ont réussi à pénétrer dans l'hôtel Hilton, faisant entendre leur message à l'intérieur. Repoussé-e-s, ils et elles n'ont toutefois pas pu atteindre le saint des saints. En cela, l'ASSÉ a marqué par ses actions, avant tout les autres groupes, un geste de rupture clair envers le comportement du gouvernement et de ses allié-e-s. La mobilisation a permis, une fois de plus, d'annoncer clairement le désaccord de la population étudiante et l'importance d'un militantisme basé sur l'action. Notons que les grandes fédérations n'ont pas su produire une mobilisation de taille suffisante ou même active, et que la TaCEQ n'a tout simplement pas appelé à la manifestation ou à quelque action que ce soit lors de l'événement.

Un cadre

Le plan du gouvernement n'est donc pas seulement d'augmenter massivement les frais, mais aussi d'arrimer davantage l'université au marché, laissant de plus en plus de place au secteur privé pour dicter ses besoins au monde de l'éducation. Cette philosophie de désengagement de l'État laisse planer encore plus de doutes sur l'indépendance effective des universités pour les années à venir. Dans les faits, l'éducation ne souffre pas autant du sous-financement que de la manière dont ce financement est administré, de sa provenance, et surtout des priorités qu'on lui accorde. D'ailleurs, des

recteurs et rectrices ont révélé en décembre que jusqu'à 45% des budgets pouvait se retrouver dans des nouveaux projets immobiliers plutôt que de servir directement aux programmes. Concernant le privé, nous précisons que lorsque une entreprise conclut un contrat de recherche avec une université, qu'elle avance des grosses sommes et qu'elle veut des résultats, elle est en position de décider ce qui se fait ou non. *Money talks*. Il s'agit d'un système collé sur les groupes industriels, au service des grands intérêts économiques et politiques. On augmente la contribution du privé et de la population étudiante alors que s'amenuise celle de l'État.

Souvenons-nous que les dernières promesses de réinvestissement en éducation de la part des Libéraux, en 2007 - de mettre dix dollars pour chaque dollar payé par des étudiants et étudiantes - n'ont tout simplement jamais été respectées. Ainsi, entre 1988 et 2003, la part de financement des universités provenant de l'État a diminué de 19,2%, alors que la part provenant des cotisations étudiantes et des sources privées a augmenté d'autant. Ne nous laissons pas bernier par les discours des élites bienveillantes et regardons plutôt les faits qui sont derrière les grandes déclarations. Ceux-ci montrent actuellement que certains et certaines veulent faire reculer l'éducation, son accès et sa qualité. Ce qui est également certain, c'est que nous ne reculerons pas.

Afghanistan: pourquoi la guerre?

ALEX VIDAL, MEMBRE DU COLLECTIF ÉCHEC À LA GUERRE

Le conflit afghan représente le plus long engagement militaire de l'histoire du Canada. La guerre qui fait rage depuis une décennie s'est tellement prolongée que peu d'entre nous se souviennent des véritables causes de l'invasion au-delà du refrain habituel de « combattre le terrorisme ».

La naissance d'un conflit

Les premiers bombardements ont débuté quelques semaines après les événements du 11 septembre 2001. Ayant été attaquées au plein cœur de leur empire, les autorités américaines ont annoncé leur intention de punir les auteurs de l'acte qui a ébranlé le sentiment de sécurité des citoyennes et citoyens. Pour des raisons purement politiques, l'Afghanistan a alors été identifié comme étant à l'origine des attentats, en utilisant le motif que le pays était hôte d'organisations terroristes. Les États-Unis bénéficiaient alors d'un énorme capital de sympathie de la part des pays occidentaux qui se sont montrés solidaires des victimes américaines, et le Canada n'y a pas échappé. Selon les dires de l'ancien président George Bush : « Ou vous êtes avec nous, ou vous êtes avec les terroristes »¹. Il a donc été simple d'obtenir un engagement militaire de la part de nombreux pays pour donner l'impression que l'invasion de l'Afghanistan est un projet multilatéral et donc légitime (bien que l'invasion n'ait jamais reçu l'approbation de l'ONU). Il n'en fallait pas plus pour déclencher une guerre qui n'en finit plus désormais.

Le terrorisme

Depuis 2001, le Canada contribue à bâtir le nouveau dogme de la lutte contre le terrorisme, remplaçant ainsi la menace militaire de l'empire soviétique effondré une décennie plus tôt. Entre 1991 et 2001, il était impossible de justifier auprès de la population des augmentations de dépenses militaires que les puissants lobbies et autres groupes d'influence proches des gouvernements revendiquaient, puisqu'il n'y avait plus d'ennemi à combattre, plus de prétexte pour investir dans l'armement et la guerre. La menace du terrorisme a alors grandement été amplifiée, afin de servir de prétexte à une nouvelle guerre qui bénéficierait à l'industrie de l'armement, du pétrole et aux intérêts impérialistes américains.

Nous devons être conscients et conscientes que jamais le peuple ni le gouvernement afghan n'ont eu l'intention, ni même les moyens, d'attaquer le Canada ou ses alliés-e-s. Mener une guerre contre un peuple et tenter d'écraser un

groupe armé qui ne s'identifie à aucun pays en particulier sont deux choses totalement différentes, et confondre ces deux éléments est précisément ce que vise la campagne de relations publiques du gouvernement américain. Même les services de renseignement américains ont publiquement admis que la menace d'Al Qaeda est fortement exagérée et qu'il ne reste présentement qu'une cinquantaine de membres actifs en Afghanistan². Ce n'est certainement pas ce qui menace notre liberté et nos valeurs. Alors, pourquoi envoyer plus de 150 000 soldats les combattre ?

Combattre le terrorisme permet de maintenir la mobilisation militaro-industrielle en Occident face à un ennemi qui pourrait, en théorie, en tout temps frapper n'importe où. La « mission » en Afghanistan est le cœur et l'âme de la mise en application de ce dogme de la menace et de la peur. Faire la guerre au Moyen-Orient est pourtant une démarche contre-productive pour assurer la sécurité, puisque cela ne fait que semer le désespoir, étatiser la haine envers des forces d'occupation. Qui sont les véritables terroristes dans cet échiquier, est-ce les groupes armés qui résistent à l'invasion de leur pays, ou les envahisseurs occidentaux ?

Les véritables motifs

Les raisons qui sont données aux Canadiens et Canadiennes pour justifier la guerre en Afghanistan, tout comme celles utilisées pour l'Irak par les États-Unis, ne tiennent pas la route. Les réels motifs n'ont rien à voir avec les droits humains, la démocratie ou l'assistance humanitaire. L'Afghanistan a toujours été un endroit de convoitise en raison de sa situation géographique. Quiconque s'assure de contrôler les frontières afghanes se dote d'une grande influence sur le développement économique des géants voisins que sont la Russie, la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Iran, qui regorge de pétrole. La plupart de ces pays entretiennent depuis longtemps des relations diplomatiques tendues avec les États-Unis; il est donc politiquement avantageux pour eux de contrôler un accès au cœur des ressources naturelles de l'Asie centrale et des pays au plus fort potentiel de

« À chaque fois que vous tuez un jeune homme en colère à l'étranger, vous en créez quinze autres qui vous pourchasseront par la suite »

-Major-général Andrew Leslie, ancien commandant de l'armée canadienne en Afghanistan

développement économique³.

Perspectives futures

Lors de son déclenchement en 2001, la guerre en Afghanistan a été présentée comme une courte intervention: le contrôle du pays devait être rapidement transféré aux nouvelles autorités afghanes. Nos soldats devaient initialement demeurer au pays jusqu'en 2009. Puis, la décision de prolonger la participation canadienne dans le conflit jusqu'en 2011 a été prise en catimini par le gouvernement conservateur, sans consultation crédible et à l'encontre la volonté de la majorité de la population canadienne et québécoise (plus de 70% des Québécoises et Québécois s'opposent au prolongement de la participation canadienne dans cette guerre⁴). Récemment, la « nécessité » de former les soldats afghans a été évoquée pour prolonger la participation canadienne au conflit. Ce que le gouvernement ne dit pas est que les nouvelles recrues de l'armée afghane sont, en grande partie, des gens qui ont combattu pendant des années à la solde de seigneurs de la drogue et autres organisations criminelles. Après avoir reçu leur équipement, ces combattants disparaissent souvent avec leurs nouvelles armes fournies par les pays occidentaux et retournent se battre dans leur organisation d'origine qui offre de meilleures conditions. En somme, on forme et on arme ceux que l'on est venu combattre ...

1- *Either you're with us, or you're with the terrorists*, Discours du Président Bush à la nation, 20 septembre 2001. Disponible sur <http://yc2.net/speech.html>

2- MARGOLISS, Eric. *Bombshell from London*, Toronto Sun, 17 septembre 2010, disponible sur <http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=21059>

3- CHOSSUDOVSKY, Michel. *Les vastes réserves afghanes de gaz naturel et de pétrole : la guerre contre l'Afghanistan est une « guerre de ressources » à but lucratif*, Centre de recherche sur la mondialisation, <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=19884>

4- Sondage Léger Marketing-Le Devoir - *Les Québécois sont contre la nouvelle mission canadienne en Afghanistan*, <http://m.ledevoir.com/politique/canada/314770/sondage-leger-marketing-le-devoir-les-quebecois-sont-contre-la-nouvelle-mission-canadienne-en-afghanistan>

(SUITE) Dérive militariste...

on se retrouverait en 2031-2032, le budget militaire croîtrait de 20 milliards de dollars à plus de 30 milliards, selon les prévisions⁷. Pour la période 2008-2032, c'est plus de 500 milliards de dépenses qui auront été effectuées pour assurer les fonctions militaires de l'État⁸. Ces augmentations incluent l'achat de quantités de choses, dont d'avions Hercules, de 65 nouveaux avions de chasse F-35⁹, d'hélicoptères, l'achat de frégates, l'embauche de 5000 soldats supplémentaires dans l'armée régulière et la mise en place d'un plan d'occupation de l'Arctique¹⁰.

En résumé, la politique étrangère canadienne subit actuellement une dérive militariste profonde et inquiétante à de nombreux égards. Celle-ci, lancée sous les Libéraux a pris de l'ampleur avec l'arrivée au pouvoir des conservateurs. Comme le Canada n'a pratiquement qu'un seul voisin, qu'il se trouve enclavé sur le continent américain et n'a pas d'ennemi connu, la cause de cette dérive apparaît assez simple. Le tout semble donc s'inscrire dans une logique de collaboration soutenue, avec les objectifs géopolitiques de Washington, ensuite relayés à Ottawa. En voulant gagner en puissance et étendre son pouvoir au niveau international, le Canada s'est progressivement retrouvé à assimiler de multiples aspects de la politique étrangère des États-Unis. Il ne faut pas non plus négliger les effets qu'a eus la participation à la guerre en Afghanistan. L'impérialisme n'a pas manqué d'« importer » certaines logiques au sein de la puissance en guerre, de la « métropole ». La conduite des affaires politiques intérieures continue d'en être marquée. Que ce soit par le détournement d'enjeux, de priorités, de ressources, la vérité ne reste-t-elle pas la première victime de la guerre ?

Pour lire les sources de cet article, veuillez consulter l'article en ligne au : www.asse-solidarite.qc.ca

2- Notons que l'entrée en guerre en Afghanistan en 2001 s'est produite sous le gouvernement Chrétien, issu du Parti libéral du Canada (PLC). La mission a ensuite été prolongée sous les gouvernements Martin (PLC) et Harper (PCC).

9- Cet achat a été chiffré à 9 milliards de dollars et l'entretien des avions à 7 milliards. Le tout a été fait sans appel d'offres, via un consortium international. Aucune garantie de retombées économiques n'a été formulée au Canada.

Pour plus d'informations, consultez l'article:
« Le Canada dans la guerre d'occupation en Afghanistan »

Tiré du site du Collectif Échec à la guerre:

www.echecalaguerre.org/index.php?id=48



Occuper l'Afghanistan pour le bien des Afghanes?

MARIANNE BRETON-FONTAINE, ÉTUDIANTE EN PHOTOGRAPHIE

En août 2010, *Time* magazine fait sa couverture avec la photographie d'une jeune femme afghane mutilée en titrant « Ce qui arrivera si nous quittons l'Afghanistan ». L'article raconte en détail l'histoire de la jeune femme : « Les talibans ont frappé à la porte juste après minuit, réclamant qu'Aisha, 18 ans, soit punie pour s'être enfuie de chez son époux. Aisha s'est défendue : sa belle-famille la traitait comme une esclave; elle la frappait; si elle n'avait pas fui, elle serait morte. Son juge, un commandant taliban local, est resté de marbre. Le beau-frère d'Aisha l'a mise à genoux tandis que son mari sortait un couteau. D'abord, il lui a coupé les oreilles. Puis le nez. »¹ Comment rester insensible à l'histoire de cette jeune fille qui fait écho probablement à la réalité de milliers d'autres? Serait-ce donc la raison pour laquelle nous sommes toujours en guerre au côté des États-Unis? Pourtant, *Time* magazine aurait plutôt dû titrer « Ce qui se passe encore, même si nous sommes en Afghanistan »². L'histoire d'Aisha se déroule durant l'occupation et la présence occidentale n'a clairement pas empêché ces mutilations.

Non, la réalité des femmes ne s'est pas améliorée avec l'occupation de leur pays par l'Occident. Les atteintes aux droits des femmes sont toujours très réelles sous cet Afghanistan « libéré ». Trois exemples récents : l'assassinat à Kandahar le 12 avril 2009 de Setar Achakzai, une femme membre du Conseil provincial, la loi adoptée « discrètement » en mars 2009 par le gouvernement Karzai légalisant le viol conjugal³, et le projet de loi pour abaisser l'âge du mariage pour les filles à neuf ans. « Ça, même les talibans n'y avaient pas pensé ! » dit Selma Benkhefifa, avocate et co-fondatrice du *Solidarity Shop*⁴. « Sous les Talibans, l'âge du mariage minimum était 16 ans même s'il y avait quand même des mariages traditionnels organisés par les familles en dehors du droit. Mais qu'un gouvernement « démocratique », soutenu par nos pays, fasse passer au Parlement une loi qui permette de marier les filles à l'âge de neuf ans et ose parler encore de démocratie, c'est vraiment contre le bon sens. »

Pourquoi l'intervention occidentale n'a-t-elle pas amélioré le sort des femmes? Évidemment, la démocratie et l'égalité ne se font pas avec des chars d'assaut d'outre-mer. Mais aussi parce que la guerre n'est pas un conte de fée où les bons sont d'un côté et les méchants de l'autre. En réalité, les talibans ont été repoussés pour faire place aux seigneurs de la guerre (Warlords) alliés aux forces occidentales et qui constituent une partie du gouvernement d'Hamid Karzai. Ceux-ci sont animés des mêmes dogmes sexistes que ceux qui gouvernaient le pays auparavant. Rappelons au passage que les ancêtres des Talibans avaient gagné le pouvoir avec le soutien de la CIA contre le gouvernement communiste de Mohammed Najibullah – gouvernement sous lequel les droits des femmes avaient le plus avancé. Aujourd'hui, les Talibans sont vus par la population comme la seule opposition organisée contre l'occupant et son appui populaire grandit. Cette situation entretient le fondamentalisme religieux et ne favorise pas l'éclosion d'une saine démocratie et d'un État

reconnaissant l'égalité homme-femme.

De plus, il est évident que la guerre elle-même ruine la vie des femmes comme celle de toute la population. Le manque d'eau et de nourriture, l'assassinat de civils par les forces de l'OTAN, l'insécurité en sont quelques conséquences. Selma Benkhefifa explique : « Des choses ont changé sur papier. Aux temps des Talibans, les femmes n'avaient aucun droit. Certains ont été rétablis par la Constitution - mais ils sont illusoire : les femmes afghanes ont le droit de vote mais pas de quoi nourrir leurs enfants ! Leur situation économique s'est même empirée. Dans un pays en guerre, la pauvreté augmente. »⁵

Et tout ça, les pro-guerres le savent pertinemment. Ils utilisent la souffrance des femmes afghanes et instrumentalisent le discours et les revendications des féministes pour justifier une guerre qui sert exclusivement des intérêts économiques et impérialistes. Si les véritables raisons de cette guerre faite aux dépens de vies humaines et de nos services sociaux (en raison de ses coûts astronomiques) étaient clairement exposées par nos gouvernements, la guerre serait politiquement insoutenable. Déjà, la majorité de la population canadienne s'oppose à la prolongation de la mission. Les pro-guerres ont donc besoin de justification morale à l'occupation de l'Afghanistan et ils ont choisi la cause des femmes comme alibi.

Mais que ce passera-t-il si l'Occident se retire de l'Afghanistan et que le pays est laissé entre les mains des Talibans? D'abord, rectifions : entre les mains de la population. Et en effet, les Talibans sont une de ses composantes. Il faut ensuite défaire cette fausse image propagée dans les médias de masse de l'Afghanistan comme pays d'hommes misogynes et de femmes battues et silencieuses que les sociétés chrétiennes occidentales



JODI BIEBER / INSTITUTE FOR TIME

Page couverture du *Time Magazine*, édition du 9 août 2010.

doivent aller libérer et éduquer. Les femmes afghanes ne sont pas et n'ont jamais été silencieuses! Par exemple, durant le régime des Talibans, elles organisaient des écoles clandestines pour les jeunes filles. « (...) Les manifestations étudiantes et autres contre les plus récents bombardements, tout comme les protestations de centaines de femmes le mois dernier à Kaboul, montrent au monde la voie vers une réelle démocratie en Afghanistan. Confrontées au harcèlement et aux menaces, les femmes ont pris la rue pour exiger l'abandon de la loi qui légaliserait le viol au sein du mariage et codifierait l'oppression des femmes chiïtes de notre pays. Tout comme les attaques aériennes des États-Unis n'ont pas apporté la sécurité aux Afghans et aux Afghanes, l'occupation n'a pas apporté la sécurité aux femmes afghanes. »

- Malalai Joya, députée afghane, mai 2009.⁶

La vérité, c'est que la libération des femmes afghanes se fera par les femmes afghanes. Et la seule chose dont elles ont véritablement besoin, c'est de notre solidarité!

Pour lire les sources de cet article, veuillez consulter l'article en ligne au : www.asse-solidarite.qc.ca

Des militaires sur nos campus: non merci!

JULIEN ROYAL, ÉTUDIANT EN POLITIQUE, SOCIÉTÉ ET COMMUNICATION

Ne se contentant plus des simples postes de recrutement dans les centres d'achats, de la publicité télévisée et des messages dans les salles de cinéma, l'armée canadienne redouble maintenant d'efforts afin de recruter les jeunes directement dans les écoles. Il faut savoir que l'implication militaire du Canada en Afghanistan a entraîné notre pays dans la plus grande campagne de recrutement militaire depuis la seconde guerre mondiale. La première cible de cette campagne? Les étudiants et étudiantes qui s'instruisent sur les bancs d'école. Le discours spécialement prévu pour eux et elles par les recruteurs et recruteuses est alléchant : promesses d'études et de formations subventionnées, valorisation de l'armée comme étant une expérience enrichissante et stimulante, promesse d'un salaire supérieur à la moyenne accompagné d'avantages sociaux importants... bref, l'emploi idéal sur papier. Non seulement cette vision idyllique de la carrière militaire à temps plein est-elle biaisée, occultant bien entendu les horreurs de la guerre, le traitement déplorable qui est réservé aux anciens combattants et anciennes combattantes, les sacrifices qui doivent être faits en échange des avantages promis (notamment de restreindre l'expression de ses opinions politiques), mais surtout, une telle activité promotionnelle n'a pas sa place dans une école. Il est aberrant que nos institutions d'enseignement ouvrent leurs portes à de telles campagnes de propagande qui incitent des étudiants et étudiantes à signer un contrat les liant pour trois ou quatre ans au service militaire en échange d'une scolarité payée.

Le premier constat que nous devons faire d'une telle

opération de recrutement est qu'elle joue sur la précarité de certains étudiants et de certaines étudiantes pour les embrigader. Alors que les moyens financiers de la population étudiante et de leur famille deviennent de plus en plus restreints par les politiques économiques des dernières années, les recruteurs et recruteuses viennent apporter une solution à ces difficultés en échange d'un engagement au service des Forces canadiennes. Laisser l'armée canadienne utiliser la pauvreté des étudiants et étudiantes à son avantage pour agrandir ses rangs est tout simplement immoral. Il faut aussi comprendre que ce ne sont pas toutes les formations qui sont financées par l'armée, mais uniquement celles jugées « rentables » par le gouvernement. Dans un deuxième temps, il est aberrant que certains établissements d'enseignement ne fassent pas la différence entre l'armée canadienne et n'importe quel autre employeur-e lors d'activités de promotion d'emplois étudiants. Contrairement aux autres types de travail, l'armée peut vous envoyer six pieds sous terre. N'oublions pas que la majorité des soldats morts en Afghanistan au service des Forces canadiennes n'avaient pas franchi le cap des 25 ans. La mort, belle perspective d'avenir pour nos jeunes!

Finalement, il ne faudrait pas oublier que l'armée est une organisation qui obéit à certaines décisions politiques. Son déploiement dans diverses missions dépend essentiellement des décisions politiques prises par le gouvernement fédéral. En ce sens, servir dans l'armée canadienne, c'est accepter de défendre les intérêts politiques du gouvernement canadien. On comprend donc bien vite que le service militaire est loin d'être

un travail conventionnel. En ce sens, il est essentiel que nous ne laissions pas place à des campagnes de recrutement abusant des situations de précarité étudiante et faisant la promotion de certaines politiques militaristes du gouvernement actuel.

Heureusement, nous opposer à une telle chose dans nos cégeps et universités est assez facile. Le premier geste à poser, c'est de conscientiser la population étudiante à cette problématique. Beaucoup de gens ne comprennent pas encore en quoi la démarche de recrutement de l'armée canadienne est néfaste. Dans un deuxième temps, certaines administrations de cégeps ont accepté d'écouter les étudiants et les étudiantes et d'empêcher la présence de recruteurs et recruteuses de l'armée sur le campus. De nombreux professeur-e-s sont ouverts et ouvertes à une telle démarche et obtenir leur appui est souvent très facile. Finalement, si des démarches pour interdire l'accès à l'armée sur votre campus n'ont pas été faites et que l'armée n'est pas déjà bannie de votre institution, n'hésitez pas à appeler aux bureaux responsables des tournées de recrutement de l'armée canadienne pour les informer que leur présence n'est pas la bienvenue. Si l'armée se présente tout de même sur le campus, n'hésitez pas à organiser une action pour perturber leur visite et sensibiliser les autres étudiants et étudiantes. De nombreuses associations étudiantes ont fait échouer les campagnes de recrutement de l'armée sur leurs campus avec de tels moyens. Généralement, les recruteurs et recruteuses de l'armée ne se présentent pas sur les campus lorsqu'ils sont avertis que leur kiosque sera perturbé.

Qu'est-ce que l'ASSÉ?

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) est une organisation de type syndical qui regroupe, à l'échelle du Québec, plus de 45 000 membres dans plusieurs associations étudiantes à la fois collégiales et universitaires d'un bout à l'autre du Québec. Elle incarne, aujourd'hui, la continuité d'un courant qui a fait du mouvement étudiant, depuis quarante ans, un acteur incontournable de la société québécoise et un important agent de progrès social en éducation.

Pour le droit à l'éducation

L'ASSÉ considère l'éducation comme un droit fondamental de notre société, et non comme un privilège. Dans cette optique, chaque membre de la société a le droit à une éducation gratuite, publique, accessible, laïque et de qualité, libre de toute forme de discrimination.

Pour une stratégie efficace :

Le syndicalisme de combat!

On ne peut dissocier l'analyse de la pratique. À des revendications progressistes, en rupture avec l'ordre établi, correspond nécessairement une stratégie d'action particulière. Cette stratégie, l'expérience du mouvement étudiant québécois l'a dégagée : c'est le syndicalisme étudiant de combat.

Au Québec, comme partout ailleurs, c'est à travers les luttes menées par les mouvements combattifs que le peuple a obtenu les programmes sociaux les plus importants.

Cela implique, d'une part, le développement de pratiques syndicales dynamiques et démocratiques. À ce titre, il faut multiplier les occasions de débats, élaborer collectivement des analyses, ne pas craindre la confrontation des idées et surtout leur donner l'espace pour mener à des prises de décisions. L'assemblée générale est par excellence cet espace de démocratie syndicale.

L'ASSÉ, c'est ses membres!

À l'intérieur de l'ASSÉ, chaque association étudiante est souveraine. Les décisions prises par des délégués en Congrès ne deviennent pas automatiquement une résolution que chaque association membre doit appliquer sans l'accord de l'assemblée générale!

S'unir pour être plus forts !

La meilleure façon de supporter et de participer à ce vaste mouvement est de prendre part aux activités de l'ASSÉ, de vous impliquer dans vos structures, d'aller à vos assemblées générales et de promouvoir l'affiliation de votre association étudiante à l'ASSÉ! Affilier à l'ASSÉ, ça veut dire partager les ressources de son association étudiante avec celles des autres dans le but de défendre le droit à l'éducation. Être membre de l'ASSÉ, c'est contribuer à bâtir un important mouvement collectif et démocratique permettant de développer à l'échelle nationale une stratégie de lutte efficace.

Pour nous joindre:

Association pour une Solidarité
Syndicale Étudiante (ASSÉ)

2065, rue Parthenais, local 383
Montréal, (Québec) H2K 3T1

(514) 390-0110
asse-solidarite.qc.ca

L'ASSÉ: 10 ans de syndicalisme et de solidarité¹

JEAN-FRANÇOIS FILIATRAULT, ÉTUDIANT EN SOCIOLOGIE ET VALÉRIE SOY

Résumer l'histoire de l'ASSÉ en une page, c'est un peu comme faire le tour du monde en 10 minutes... « Voici la grande muraille et voici la tour du CN ». Il est donc important de garder en mémoire que tout au long de son histoire, l'ASSÉ fut et reste solidaire des différentes luttes sociales et syndicales, tout en prônant le syndicalisme de combat, dans ses discours et actions.

Les débuts

À son Congrès de fondation en février 2001, l'ASSÉ adopte ses premiers Statuts et règlements et les revendications qui traverseront le plan d'action des deux premières années, telle la lutte contre la ZLÉA. Le premier Congrès annuel confirme ses positions fondamentales, crée le journal L'Ultimatum et accueille ses premiers membres, pour un total de sept à l'automne. L'ASSÉ lance alors la campagne « Contre l'assujettissement de l'éducation aux lois du marché ». Celle-ci culmine par la première manifestation de l'ASSÉ en février 2002, avec près de 3 000 personnes présentes.

Les premières années

Le plan d'action entamé contre la ZLÉA se précise lors du 2^{ème} Congrès annuel. Avec la FCEE-Q – alors alliée de l'ASSÉ, une journée de grève et une manifestation nationale sont tenues en octobre 2002 à Montréal, où plus de 10 000 personnes participent.

Durant la session suivante, qui voit les Libéraux arriver au pouvoir, l'ASSÉ cible l'ingérence du privé sur les campus, mais l'invasion de l'Irak bouscule ce plan. Divisée entre la volonté de mener une lutte globale et celle de concentrer ses efforts en éducation, l'ASSÉ n'arrive pas à prioriser, s'épuise puis abandonne la campagne sur le privé. Malgré une session difficile, l'ASSÉ accueille trois nouveaux membres, pour un total de 13.

Réagissant à l'augmentation des frais afférents au collégial, « justifiée » par des compressions de 30 millions de \$, l'ASSÉ tient un Congrès extraordinaire à la mi-août et modifie son plan d'action. Revendiquant l'instauration de la gratuité scolaire et un réinvestissement massif en éducation, l'escalade des moyens de pression est enclenchée pour culminer par une menace de GGI par le biais d'un ultimatum au gouvernement. Faute de réponse, la menace d'une GGI se met en branle. Des manques de mobilisation, d'organisation et l'opportunisme de la FECQ – qui accueillit Pierre Reid pour « donner sa chance au coureur » – ont conduit à l'échec de la grève. Reid prit sa chance et fit adopter la réforme de l'AFÉ (à l'origine de la grève de 2005).

L'hiver 2004 est caractérisé par une volonté de contrer l'échec, mais aussi par une plus grande implication dans les luttes sociales. L'ASSÉ publie un mémoire et participe à la Commission parlementaire sur les universités; la gratuité scolaire est remise de l'avant. De plus, une campagne féministe se déroule durant l'année avec une bonne participation. La fin de session permet de préparer l'année suivante : lutte contre la réforme et les coupures à l'AFÉ et menace de réformes au collégial.

2005

Dès l'été 2004, le focus est mis sur la plate-forme de revendications et une première manifestation d'envergure a lieu à la mi-novembre. L'appel à la grève est lancé le 24 octobre : elle débute le 21 février et regroupe 200 000 étudiantes et étudiants au plus fort.

L'ASSÉ, instigatrice du mouvement, ouvre – non sans remous – ses structures aux non-membres et devint temporairement la CASSÉÉ, permettant d'élargir la lutte et de multiplier ses appuis populaires. La grève se termine, pour plusieurs associations, sept semaines plus tard, suite à l'entente négociée par les fédérations étudiantes et rejetée, à l'appel de la CASSÉÉ, par plus de 110 000 étudiantes et étudiants.

Malgré l'issu et les critiques, 2005 marque encore aujourd'hui une période importante de l'ASSÉ; une lutte acharnée, solidement ancrée dans les principes de l'organisation à laquelle plusieurs

autres associations se joignent par la suite.

L'après-grève

Durant l'année suivante, l'ASSÉ se concentre sur des dossiers « internes » : fait le bilan de la grève, réfléchit et revoit ses structures et sa « culture organisationnelle » — notamment à l'occasion d'un Congrès d'orientation.

Les affiliations continuent durant l'automne 2006 alors que l'ASSÉ lutte pour remettre la gratuité scolaire à l'avant-plan. En plus d'un mémoire et d'une recherche sur le sujet, elle organise une manifestation le 29 mars 2007 à laquelle 5 000 personnes participent. Ce travail permet, en plus de conscientiser des milliers de personnes, à des organismes, associations et syndicats de prendre position pour la gratuité scolaire jusqu'à maintenant.

La tentative de 2007

En juin, le MELS annonce un nouveau dégel des frais de scolarité. Dès avril 2007, l'ASSÉ commence le travail pour déclencher une nouvelle grève générale en automne pour contrer cette attaque, mais même à ce moment, les associations ne réussissent pas à s'entendre sur les revendications, structures, stratégies à mettre de l'avant et très peu de cégeps se dotent de mandats de grève. Ces problématiques et une conjoncture sociale défavorable empêchent un mouvement général de contestation de se former, laissant ainsi passer le dégel. Toutefois, l'année 2007-2008 concrétise l'appui de l'ASSÉ à la lutte contre l'apartheid israélien en créant une formation offerte dans quelques dizaines de campus. Aussi, c'est durant cette année que l'ASSÉ tient son premier camp de formation féministe qui sera répété chaque année en plus des camps réguliers.

L'échec de la grève de 2007-2008 fragilise l'ASSÉ qui réoriente, l'année suivante, sa campagne pour lutter contre le privé dans le système public. Cette campagne, qui visait à solidifier les bases militantes des associations, eut un succès mitigé selon les campus, mais augmenta grandement la visibilité de l'ASSÉ auprès des groupes communautaires, de femmes et des syndicats. L'ASSÉ participe aussi, par le biais du Comité femmes, à l'organisation du premier rassemblement pancanadien « Toujours Rebelles ».

La tarification anticipée

Initialement dotée d'une campagne sur l'AFÉ pour l'année 2009-2010, l'ASSÉ lutte pour la démocratisation des institutions d'enseignement en réaction aux projets de loi sur la gouvernance. C'est aussi durant l'année dernière que l'ASSÉ participe à la création de la Coalition contre la tarification concrétisant davantage sa solidarité avec les diverses luttes progressistes du Québec afin de lutter contre le budget provincial 2010 et le dégel annoncé.

Réunissant aujourd'hui plus de 45 000 étudiantes et étudiants des associations des cégeps et universités, l'ASSÉ incarne toujours le syndicalisme de combat, dans ses luttes et sa vision de l'éducation.

Aparté

Si nous avons choisi de peu aborder les fédérations étudiantes, c'est par manque d'espace. Entendons-nous toutefois, les fédérations ont et sont toujours l'incarnation d'un corporatisme irrécyclable avec les principes et la nature même de l'ASSÉ : le syndicalisme de combat et la solidarité.

1- Ce texte est inspiré de plusieurs textes et documents disponibles sur le site Internet de l'ASSÉ.

Glossaire :

ZLÉA : Zone de libre-échange des Amériques

FCEE-Q : Fédération Canadienne des Étudiantes et Étudiants – section Québec

GGI : Grève générale illimitée

FECQ : Fédération Étudiante Collégiale du Québec

AFE : Aide financière aux études

CASSÉÉ : Coalition de l'ASSÉ Élargie

